



DECISION DU MAIRE

N° 054-2024 à 056-2024 - Renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain

Le Maire de Saint-Denis-lès-Bourg (Ain) :

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L.300-1 ;

Vu la délibération n°001-2019 du conseil municipal en date du 25 janvier 2019 instaurant un droit de préemption urbain sur les zones urbaines ou à urbaniser du territoire de la commune de Saint-Denis-lès-Bourg ;

Vu la délibération n°025-2020 du conseil municipal en date du 3 juin 2020 donnant délégations de pouvoirs du conseil municipal au Maire suivant l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 03/10/2008, modifié les 01/02/2013, 06/10/17, 09/03/2018 et le 29/11/2019, mis à jour le 10/10/2017, le 02/03/2018 et le 20/08/2018 ;

Considérant les déclarations d'intention d'aliéner examinées ;

Considérant l'avis de la commission ADS du 10 septembre 2024.

DECIDE

Article 1 : De ne pas exercer son droit de préemption et de renoncer à acquérir les biens ci-dessous désignés :

- N°054-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0038, déposée le 26 août 2024 par Maître Anne DUBOIS, notaire à Pont d'Ain (Ain), concernant la vente d'un bâti sur terrain propre, cadastré AI 289, situé 92 rue Vivaldi.
- N°055-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0039, déposée le 04 septembre 2024 par Maître Stéphanie DORANGE, notaire à Viriat (Ain), concernant la vente d'un bâti sur terrain propre, cadastré AN 100, AN 119 et AN 141 situé 128 allée des Eglantines.
- N°056-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0040, déposée le 09 septembre 2024 par Maître Julien VUITON, notaire à Bourg-en-Bresse (Ain), concernant la vente d'un bâti sur terrain propre, cadastré AN 215, situé 106 allée Debussy.

Article 2 : Il sera rendu compte de cette décision lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux dans les deux mois de sa publication en vertu de l'article R421-1 du Code de la justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Lyon.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20240911-054-056-2024-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2024
Publication : 12/09/2024



Fait à Saint Denis Lès Bourg,
Le 11 septembre 2024.

Le Maire,
Guillaume FAUVET